

La lettre du débat public

sur le projet de canalisation de transport de gaz naturel : ARC DE DIERREY



La Commission nationale du débat public a été saisie par le maître d'ouvrage GRTgaz pour l'installation d'une canalisation de transport de gaz naturel de près de 300 km entre les communes de Cuvilly (Oise) et de Voisines (Haute-Marne) via Dierrey-Saint-Julien (Aube). Une Commission particulière du débat public (CPDP) a été nommée le 1^{er} avril 2009 afin de mener à bien ce débat sur l'ensemble du territoire concerné par le projet.

Le débat public se déroulera du 22 septembre 2009 au 19 janvier 2010.

Réalisée par la Commission particulière du débat public sur le projet ARC DE DIERREY, cette lettre du débat s'adresse à toute personne souhaitant mieux comprendre les enjeux et les objectifs du débat public, les modalités pour y participer et le projet lui-même.

EDITORIAL



Interview de Patrick Legrand, Vice-président de la Commission nationale du débat public (CNDP) et Président de la commission particulière du débat public (CPDP) portant sur le projet ARC DE DIERREY.

Quel est votre rôle dans l'organisation du débat public ?

La Commission particulière est nommée pour la durée du débat, et a pour objectif d'être garant de l'expression des commentaires et avis du public sur le projet. Notre rôle est d'être à l'écoute de tous. La Commission particulière est accompagnée

par un secrétariat général basé à Troyes, composé de 4 personnes.

Quelles sont les particularités de ce débat public ?

Entre Cuvilly (Oise) et Voisines (Haute-Marne) via Dierrey-Saint-Julien (Aube), ce fuseau concerne des territoires très variés sur 5 départements et 3 régions. Ses particularités sont le diamètre de 1,20 mètre, la longueur de 300 km et son montant de 700 millions d'euros. Ce débat public est le second que nous conduisons avec GRTgaz. D'autre part, si le gaz est une matière première énergétique, c'est aussi un enjeu économique et géostratégique.

Comment va-t-il se dérouler ?

Le débat public offre au grand public, aux élus, aux acteurs économiques, sociaux, environnementaux, aux associations de toutes natures la possibilité de discuter ensemble, à la vue et au su de tous.

Au total, 19 réunions publiques ont été planifiées pour couvrir les 300 km du territoire concerné. Ces réunions publiques sont l'un des moyens d'exprimer, de recueillir les avis et questions ; notre bureau à Troyes permet d'accueillir le public et notre site internet, de faire parvenir vos demandes aux membres de la CPDP comme au maître d'ouvrage.

Chaque réunion publique est filmée et des résumés des échanges sont sur notre site internet quelques jours après chaque réunion. Les propos échangés sont intégralement retranscrits et mis en ligne tout comme les questions et avis rendus publics.

Etre garant des commentaires, suggestions et avis du public sur le projet

Qui peut s'exprimer sur ce projet lors des réunions publiques ?

Tout le monde ! Nous souhaitons que le plus grand nombre de personnes puisse donner son avis, transmettre ses interrogations.



■ ■ ■ suite de l'éditorial

Toutes les facettes du projet peuvent être abordées : opportunité, organisation du chantier, incidences économiques et environnementales... Il n'y a pas de question sottise ! Des affichages, des tracts, la presse informeront des dates des réunions publiques.

Quelles sont les étapes après la dernière réunion publique ?

La Commission particulière rédige un compte-rendu dans lequel sont compilées toutes les remarques, demandes, suggestions émises par les participants durant le débat. Ce rapport est remis officiellement au maître d'ouvrage accompagné d'une synthèse réalisée par la CNDP. GRTgaz a ensuite 3 mois pour apporter ses réponses et ainsi s'engager sur les nouvelles conditions de réalisation du projet et les faire connaître publiquement.

Le débat public est terminé à l'issue de cette dernière phase.

Quelles dates importantes pour ce débat ARC DE DIERREY ?

22 septembre :
Lancement du débat par deux conférences de presse : Troyes et Paris.

Entre le 5 octobre 2009 et le 18 janvier 2010 :
réunions publiques (parfois thématiques), rendez-vous de proximité avec les habitants sur le fuseau du projet.

Fin janvier 2010 :
publication d'un compte-rendu final et du bilan du débat.

Avril 2010 :
publication par le maître d'ouvrage des suites données au projet.



Le débat public et la Commission nationale du débat public

Quels sont les fondements du débat public ?

Le principe de participation résulte, d'une part, d'une prise de conscience des impacts de certains projets d'aménagement ou d'équipement sur l'environnement et, d'autre part, d'une évolution dans la conception de la concertation préalable à la réalisation des projets d'aménagement du territoire.

Dès les années 70-80, la France renforce sa législation relative à la protection de l'environnement. La décennie 90, suite à de nombreux conflits autour des grands projets nationaux d'infrastructures de transport, est marquée par une réflexion autour du principe de participation du public, qui aboutit au développement de la concertation plus en amont de la décision. Parallèlement au niveau européen et mondial des mesures participent à ce mouvement de prise en compte de l'environnement et de la concertation dans l'élaboration des projets. Ainsi, au cours des années 1990-2000, des dispositions législatives inscrivent le principe de participation dans le système juridique français.

Le principe de participation du public est enfin posé en droit positif dans l'article 2 de la loi du 2 février 1995 relative à la protection de l'environnement, dite loi "Barnier", et par son décret d'application du 10 mai 1996. Ainsi « un débat public peut être organisé sur les objectifs et les caractéristiques principales des projets pendant la phase de leur élaboration » et pour en garantir son organisation et la qualité de sa mise en œuvre une instance est mise en place : la Commission nationale du débat public, dont le secrétariat était alors assuré par le ministère chargé de l'environnement.

La poursuite de la volonté d'améliorer la prise en compte de l'environnement amène 39 Etats, membres du Conseil

économique et social des Nations-Unies et la Communauté européenne à la rédaction de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, qui est signée le 25 juin 1998 à Aarhus au Danemark.



la concertation plus en amont de la décision

Conformément aux dispositions de la Convention d'Aarhus, la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité intègre un nouveau chapitre intitulé "Participation du public à l'élaboration des projets d'aménagement ou d'équipement ayant une incidence importante sur l'environnement ou l'aménagement du territoire" et confirme que le

débat porte sur l'opportunité, les objectifs et les caractéristiques du projet.

Comment la CNDP est-elle organisée ?

La loi du 27 février 2002 a modifié la CNDP en autorité administrative indépendante, diversifiant et renforçant ainsi ses attributions. La Commission Nationale du Débat Public est présidée à ce jour par Philippe Deslandes, Préfet ; et composée de 21 membres (élus, représentants d'associations, commissaires enquêteurs, grands corps d'Etat, etc.)

Quelles sont les missions de la Commission nationale ?

La CNDP est chargée de veiller au respect :

- de la participation du public au processus d'élaboration des projets d'aménagement ou d'équipement d'intérêt national.
- des bonnes conditions d'information du public, elle a également pour mission d'émettre tous avis et recommandations de nature à favoriser et développer la concertation avec le public.

Les membres de la CPDP Arc de Dierrey

■ Patrick Legrand :

Président, architecte DPLG, ingénieur de recherche de l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), président d'honneur de France Nature Environnement (FNE), ancien directeur de publication du « Courrier de l'environnement » de l'INRA.

■ Violette Le-Quéré-Cady :

Scénariste et illustratrice de bandes dessinées dont une collection scientifique et pédagogique en collaboration avec des chercheurs (thèmes : l'eau, le sol, les OGM, le clonage...).

■ Michel Genesco :

Consultant associé d'une société de conseils et d'expertises environnementales au profit de l'industrie et des collectivités, Chevalier de l'Ordre National du Mérite, membre de l'Association Française des Ingénieurs et Techniciens de l'Environnement (AFITE).

■ Pierre Gervason :

Ingénieur ENSPM (Institut français du pétrole), parcours industriel dans la R&D et la communication environnementale, sanitaire, développement durable et crise, formation universitaire en Sciences physiques.

■ Michel Giacobino :

Ingénieur général des Ponts et Chaussées honoraire, ancien élève de l'école Polytechnique et Ecole nationale des Ponts et Chaussées. Vice président du comité stratégique du PREBAT (programme de recherche et d'expérimentation sur l'énergie dans le bâtiment).

■ Nicolas Lionnet :

Architecte-paysagiste libéral, réalise des études de paysages urbains, de paysages liés aux grandes infrastructures, ainsi que des parcs privés et publics. Ancien secrétaire de la F.F.P. (Fédération Française du Paysage).

5

Grands principes du débat public

■ LA TRANSPARENCE

La CPDP veille à la clarté et à l'accessibilité de l'information, sans privilégier quiconque. Elle rend compte du débat.

■ L'ÉQUIVALENCE

La CPDP garantit à toute personne la possibilité de s'exprimer, de poser une question ou d'émettre un avis ou une proposition.

■ L'ARGUMENTATION

La CPDP prend garde à ce que le débat se construise progressivement sur la base d'opinions argumentées.

■ LA NEUTRALITÉ

La CPDP s'assure de la qualité du débat et n'a pas d'avis à donner sur le projet lui-même.

■ L'INDÉPENDANCE

La CPDP est indépendante du maître d'ouvrage et des pouvoirs publics, ses membres sont indemnisés par la Commission nationale selon un barème réglementé. Le maître d'ouvrage finance, quant à lui, l'organisation du débat.

Quels sont les outils pour participer au débat ?

Le dossier et la synthèse du débat : réalisés par le maître d'ouvrage, ces documents sont à votre disposition pour connaître les détails du projet. La sincérité en a été vérifiée par la CPDP.

La lettre du débat : présentation de la CPDP et de son fonctionnement ainsi que l'actualité des réunions publiques.

Le site internet : Pour connaître l'actualité du débat, retrouver les propos échangés, des films de présentation du projet, poster vos questions dans la rubrique « contribuer au débat ».

www.debatpublic-arcdierrey-gaz.org

Les cahiers d'acteurs : ces documents sont initiés par les acteurs (associations de riverains, ou toute autre organisation...) désireux de faire part de commentaires argumentés sur le projet. Ils seront mis en page et diffusés par la CPDP aux mêmes destinataires que tous les autres documents du débat.



Synthèse et dossier du débat

La lettre du débat



Calendrier des réunions

Les réunions publiques se tiendront entre le 5 octobre et le 18 janvier 2010, voici le calendrier des réunions d'octobre et novembre 2009.

Date	Heure	Ville	Type
Octobre			
Lundi 5 octobre	18h30	Bar-sur-Seine	Réunion publique
Lundi 12 octobre	18h30	Troyes	Réunion publique
Mardi 13 octobre	18h30	Jouarre	Réunion publique
Lundi 19 octobre	10h30 - 17h30	Verberie	Rendez-vous local
	18h30		Réunion publique
Lundi 26 octobre	18h30	Crépy-en-Valois	Réunion publique
Mercredi 28 octobre	18h30	Nogent-sur-Seine	Réunion publique
Novembre			
Lundi 2 novembre	10h30 - 17h30	Arc-en-Barrois	Rendez-vous local
	18h30		Réunion publique
Lundi 9 novembre	18h30	Rebais	Réunion publique
Lundi 16 novembre	18h30	Romilly	Réunion publique
Lundi 23 novembre	18h30	Villenauxe-la-Grande	Réunion publique
Mardi 24 novembre	18h30	Pont-Sainte-Maxence	Réunion publique
Lundi 30 novembre	10h30 - 17h30	Villy-Maréchal	Rendez-vous local
	18h30		Réunion publique

■ Contact à Troyes

Commission particulière du débat public ARC DE DIERREY
2 avenue Maréchal Joffre - 10000 Troyes
Tél : 03 25 46 95 91 - Fax : 03 25 74 37 66
contact@debatpublic-arcadierrey-gaz.org
www.debatpublic-arcadierrey-gaz.org

■ Votre contact presse

presse@debatpublic-arcadierrey-gaz.org

